

ÉTUDE SUR LES FORÊTS DES DUCS DE LORRAINE SOUS LES RÈGNES DE LÉOPOLD (1698-1729), FRANÇOIS III (1729-1738) ET STANISLAS (1738-1766)

PAR

MONIQUE GENY

Les forêts sont une richesse traditionnelle de la Lorraine. Les ducs en possédaient une part importante, gérée par une administration spéciale, qui a laissé, pour le XVIII^e siècle, d'abondantes archives conservées, pour la plupart, au dépôt de Meurthe-et-Moselle; deux séries sont particulièrement intéressantes : les procès-verbaux de visite des forêts, issus pour la plupart des maîtrises instituées au milieu du XVIII^e siècle, contenant un état des forêts, gruerie par gruerie (B 10 688-10 697); les comptes de bois, qui nous permettent de connaître, d'une façon discontinue, l'importance des ventes de bois au cours du XVIII^e siècle.

Ces deux séries de documents ont été complétées notamment par le manuscrit 1568 de la Bibliothèque municipale de Nancy, qui donne un état assez complet des grueries à la fin du XVIII^e siècle.

CHAPITRE PREMIER

L'ADMINISTRATION DES EAUX-ET-FORÊTS

L'administration des Eaux-et-Forêts s'est dégagée progressivement des institutions anciennes.

Les origines de l'administration des Eaux-et-Forêts. — L'administration des forêts, d'abord entre les mains des prévôts, fut confiée à des gruyers au XIV^e siècle; en fait, les deux charges étaient fréquemment exercées par le même homme.

L'administration forestière sous Léopold et François III (1698-1736). — Les grueries furent rétablies en 1698; confondues dans leurs limites avec les prévôtés, elles étaient au nombre de soixante-cinq environ. Parallèlement, quinze recettes furent créées, pour séparer les fonctions administratives des fonctions financières.

Léopold réorganisa les Eaux-et-Forêts par le Règlement général des Eaux-et-Forêts de 1701, réédité en 1707, qui reprenait les grandes lignes de l'ordonnance des Eaux-et-Forêts de 1669, de Colbert. Il regroupait les grueries en cinq départements, Nancy, Épinal, Pont-à-Mousson, Saint-Mihiel, Sarreguemines, à la tête desquels se trouvaient cinq commissaires et généraux réformateurs. Un sixième département fut créé à Bar en 1720, aux dépens de celui de Saint-Mihiel.

Une gruerie comprenait un gruyer, responsable de l'administration de la gruerie, assisté d'un contrôleur, d'un garde-marteau, d'un arpenteur, d'un substitut, d'un greffier et de plusieurs forestiers. Ces charges étaient des offices achetés par leurs titulaires.

Les commissaires et généraux réformateurs n'étaient pas officiers mais commissaires, choisis par le duc. Leur tâche était de surveiller la gestion des officiers des grueries.

L'administration centrale des Eaux-et-Forêts était confiée à une section spécialisée du Conseil d'État, qui prenait les décisions importantes.

La Chambre des Comptes et la Cour souveraine étaient traditionnellement au sommet de l'administration des duchés, mais, au XVIII^e siècle, leur autorité reculait devant celle du Conseil ducal.

Les réformes de l'administration française. — Le Conseil lorrain vit son importance diminuer sous Stanislas, car les décisions importantes étaient prises à Versailles; le service des Eaux-et-Forêts fut confié à Paul-François Gallois, ancien réformateur de Normandie.

Par édit du 17 décembre 1747, Gallois supprima grueries et départements et les remplaça par quinze maîtrises, dont les sièges étaient à Bar, Bourmont, Bouzonville, Briey, Dieuze, Épinal, Étain, Lunéville, Mirecourt, Nancy, Neufchâteau, Pont-à-Mousson, Saint-Dié, Saint-Mihiel et Sarreguemines.

Un maître particulier, assisté du même personnel que précédemment, était à la tête de chaque maîtrise. Tous étaient des officiers.

L'office de Grand maître des Eaux-et-Forêts fut créé en 1756.

La réglementation de la chasse et de la pêche. — La chasse était interdite aux roturiers; des capitaineries furent organisées pour veiller à l'exécution des règlements. Une partie des forêts autour des résidences ducales furent réservées aux chasses des ducs pour constituer les « plaisirs de la chasse ». Les loups infestant les campagnes, des luveteries, qui se superposaient aux capitaineries, furent organisées pour les détruire.

Accessible à tous, la pêche était réglementée afin de protéger le poisson.

Les particuliers ne pouvaient exploiter leur futaie à leur gré. Les officiers ducaux étaient admis à surveiller leur gestion.

L'administration des Eaux-et-Forêts de Lorraine était très influencée par les institutions françaises parallèles.

CHAPITRE II

LE TRAITEMENT ET L'EXPLOITATION DES FORÊTS

Le traitement des forêts. — La sylviculture n'apparut que tard dans le XVIII^e siècle; les forêts étaient soumises à un traitement rudimentaire. Le taillis était très répandu; le temps qui séparait deux coupes, la révolution, était en moyenne de trente à trente-cinq ans en Lorraine au XVIII^e siècle (vingt-cinq ans en France). La futaie était plus rare, sauf probablement en Lorraine allemande, couverte de hautes futaies feuillues, et dans les Vosges, couvertes de résineux dont l'exploitation se faisait par jardinage. Des baliveaux étaient réservés dans le taillis coupé : cent vingt-cinq par hectare à chaque coupe au XVI^e siècle, qui, s'ajoutant à ceux des coupes précédentes, donnaient aux forêts un aspect de futaies claires. En 1707, sous l'influence française, leur nombre n'était plus que de soixante par hectare, puis diminua encore au cours du siècle, si bien que de la futaie claire, les forêts passèrent au taillis-sous-futaie, dont on peut dire qu'il est une importation française. La protection des massifs forestiers était assurée par les recépages, les abornements et la mise en réserve du quart des forêts.

L'exploitation du bois. — Le taillis était divisé en autant de triages qu'il y avait d'années dans la révolution, un triage étant coupé chaque année. Au moment de la coupe, les officiers procédaient au martelage et au balivage des arbres pour en établir l'assiette. Le bois était vendu aux enchères, en gros dans la mesure du possible. La vente ordinaire représentait le revenu régulier de la gruerie, environ 68 % de ses recettes. La coupe et la vidange étaient réglementées. Les anciens baliveaux bons pour la coupe étaient marqués; c'était le blanchi au corps; ils étaient ensuite coupés. Après la coupe, on procédait au récolement de la vente; les erreurs dans les arpentages étaient fréquentes. Les ventes extraordinaires et les ventes de chablis représentaient environ 4 % des ventes ordinaires.

Le taillis-sous-futaie était le régime général de la Lorraine au XVIII^e siècle; peu estimé aujourd'hui, il était cependant adapté aux besoins de l'époque.

CHAPITRE III

LE COMMERCE ET LE PRIX DU BOIS

Le commerce local. — Une enquête dans les comptes des grueries de Nancy et d'Arches des années 1702-1705 montre que les adjudicataires étaient des habitants proches; à Arches, on ne trouve que des ventes de détail; à Nancy, on rencontre quelques gros acheteurs.

Entre 1702 et 1705, le bois était vendu en moyenne douze livres l'arpent. En 1717, il était à dix-huit livres; à partir de 1720, il augmenta très vite : vingt livres en 1720, vingt-huit livres en 1721, trente livres en 1722, cinquante et une livres en 1752. On peut estimer, avec une part d'inexactitude, qu'il était vendu cent trente-quatre livres en 1770 et cent quinze livres en 1780. Cette

augmentation considérable du prix de l'arpent de bois traduit une grande pénurie de bois à la fin du XVIII^e siècle. Au début du siècle, un particulier payait cinq livres la corde de bois de chauffage; elle valait treize livres en 1751. Le prix du bois de chauffage, protégé par le gouvernement, avait moins augmenté que celui du bois sur pied.

Le commerce extérieur. — La plupart des rivières étaient, sinon navigables, du moins flottables. Des droits de haut-conduit étaient perçus à l'entrée et à la sortie des duchés. Le commerce avec la France se faisait vers les Trois Évêchés et, par les rivières, vers la Champagne, la Brie et le Lyonnais. Peu de bois était dirigé vers l'Alsace, qui était pourvue de forêts. Le Rhin et ses affluents permettaient de flotter vers les pays rhénans et la Hollande d'importantes quantités de bois, qui étaient débitées en planches et revendues sous le nom de bois de Hollande.

Le bois représentait un tiers du revenu des exportations de la Lorraine.

CHAPITRE IV

LA FORÊT ET LES INDUSTRIES

D'importantes surfaces boisées étaient réservées aux industries.

Les industries propres de la forêt. — Les scieries permettaient de débiter le bois dans les régions lointaines et isolées des Vosges ou de la Lorraine allemande. A Saint-Dié, elles représentaient entre 30 % et 71 % de la recette au milieu du XVIII^e siècle.

Une sorte de transhumance était pratiquée dans les montagnes des Vosges, sur les chaumes; on y fabriquait le fromage de « géromé ».

On trouve mention de tonneliers dans la maîtrise de Dieuze et de sabotiers à Mirecourt; ils exportaient leur production vers la Champagne et la Brie. Quant au salpêtre, sa fabrication consommait relativement peu de bois, mais sa recherche par les salpêtriers perturbait les populations.

Les grandes industries. — Les plus anciennes verreries se trouvaient dans la Vôge, d'autres furent établies en Lorraine allemande; on ne peut évaluer leur consommation.

La consommation des forges s'est beaucoup accrue au XVIII^e siècle. Dans le comté de Salm, plus de 15 000 ha étaient affectés aux forges de Framont, Grandfontaine et Champenay. La manufacture de Bains avait obtenu tous les bois des forêts indivises du Ban d'Uxegney. Le prix de l'affouage de la forge de Moyeuve était presque aussi important que le revenu des ventes ordinaires de Briey en 1758.

Les quatre salines de Dieuze, Château-Salins, Moyen-Vic et Rosières étaient de très grandes consommatrices de bois; elles grevaient plus de 20 000 ha de forêts qui n'y suffisaient pas; une partie du sel était exporté.

Les industries étaient prospères, mais elles ont une large responsabilité dans la raréfaction du bois à la fin du XVIII^e siècle.

CHAPITRE V

LES FORÊTS ET LES COMMUNAUTÉS

L'intervention des ducs dans les forêts communales. — Les forêts communales devaient représenter un peu plus de la moitié de la surface boisée en Lorraine. Leur administration était entre les mains des officiers ducaux; aucune coupe ne pouvait se faire sans eux. Le quart des forêts était mis en réserve. Le duc percevait un tiers du produit des bois communaux; c'était le droit de tiers denier. Il représentait 2 à 3 % du bénéfice net des grueries au début du XVIII^e siècle. En 1750, il était de 2,3 % des recettes et s'éleva ensuite à un peu plus de 10 %, ce qui laisse penser que l'administration française installée en 1747 s'était montrée ferme dans la perception de ce droit.

Les droits des communautés dans les forêts ducales. — Au droit d'affouage (bois de chauffage) et de maronage (merrain), il faut ajouter la grasse-pâture, dite aussi glandée ou panage des porcs, et la vaine-pâture.

Ces usages réduisaient considérablement l'exploitabilité des forêts et les dégradaient. Les redevances perçues en contre-partie paraissent avoir été très modestes. L'administration française réagit en limitant et en cantonnant les droits d'usage.

La répression des délits. — Les forestiers étaient chargés de la surveillance des forêts et de la répression des délits, conformément aux dispositions du titre IV de l'ordonnance de 1707. Le produit des amendes et des dommages et intérêts représentait, en 1703, 5 % du bénéfice net; il s'éleva à 8 % sous l'administration française, ce qui laisse supposer une reprise en mains vigoureuse.

Les forêts ducales étaient un appoint indispensable à la vie des communautés; l'administration française semble avoir limité leurs droits et exercé une tutelle plus étroite sur les biens communaux.

CHAPITRE VI

LA MARINE ET LES FORÊTS

Les exigences de la marine et l'œuvre de Colbert. — La marine avait besoin de bois de grande taille et d'excellente qualité. En 1669, Colbert donna un droit à la marine sur les bois royaux français et institua des commissaires pour les visiter.

Dès le XVII^e siècle, les arbres lorrains furent réquisitionnés. À partir de 1728, le sieur Babaud et son fils Babaud de la Chaussade, entrepreneurs, fournirent la marine en bois lorrains.

Le monopole de 1738, ses effets limités. — L'arrêt du 22 septembre 1738 introduisit en Lorraine les privilèges déjà accordés en France à la marine. Babaud de la Chaussade continua à fournir la marine française. Toutefois, la qualité des bois lorrains ne répondait pas aux exigences de la marine et les problèmes de transport en rendaient l'exploitation difficile, si bien que les arsenaux français s'en désintéressèrent.

CHAPITRE VII

LES FORÊTS DANS LES FINANCES DUCALES

L'acheminement des recettes forestières dans les caisses ducales. — Des receveurs furent établis pour recevoir les fonds, charge retirée aux gruyers.

Les comptes des maîtrises étaient présentés au Conseil ducal puis à la Chambre des Comptes, où ils étaient enregistrés.

Les recettes forestières des ducs. — Les recettes forestières des ducs s'élevaient environ à 81 689 livres en 1698, 120 000 livres en 1702, 452 000 livres en 1729, 623 000 livres en 1750, 1 082 890 livres en 1780; elles étaient nulles en 1787.

Cette progression suivie d'une chute brutale traduit la surexploitation puis l'épuisement des forêts. En 1787, on ne coupa que le bois nécessaire pour couvrir les frais de gestion.

Les recettes forestières dans les finances ducales. — Les recettes forestières semblent avoir représenté entre 5 et 8 % des revenus des duchés; ce chiffre, apparemment faible, s'explique par les prélèvements opérés par les communautés et les industries, par les charges de l'administration des Eaux-et-Forêts et par l'affermage de certains revenus forestiers, qui n'apparaissent pas dans les comptes.

CHAPITRE VIII

RECENSEMENT DES FORÊTS DUCALES

Les forêts ducales sont recensées dans l'ordre alphabétique des grueries.

On peut estimer à un peu moins de 130 000 ha la surface des bois ducaux, pour la plupart en taillis-sous-futaie de feuillus, le hêtre étant l'essence dominante; ils étaient souvent dans un état médiocre, le taillis était dégradé et la futaie trop rare. La surface boisée diminua entre le début et la fin du XVIII^e siècle, sous l'effet des défrichements et des dégradations. Les forêts proches des agglomérations étaient surexploitées tandis que certaines forêts éloignées des Vosges et de la Lorraine allemande étaient sous-exploitées.

CONCLUSION

Alors qu'au Moyen Âge les forêts ducales ne servaient guère qu'aux usages des communautés, elles prirent une importance grandissante à l'époque moderne, permirent l'essor des industries qui les ruinèrent et laissèrent les populations dans une situation économique difficile.

PIÈCE ANNEXE

« ORDONNANCE » DE 1707 (RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE 1701).

L'« ordonnance » de 1707, qui réorganise les Eaux-et-Forêts en Lorraine, reprend les grandes lignes du Code des Eaux-et-Forêts de Colbert.

ALBUM DE CARTES

L'album comprend, en particulier, trois cartes figurant les circonscriptions administratives des Eaux-et-Forêts.
